

Un sommet régional demande le report des élections au Burundi

@rib News, 31/05/2015 - Source Reuters Les dirigeants des pays d'Afrique de l'Est réunis dimanche à Dar es Salaam, la capitale tanzanienne, ont demandé le report d'au moins un mois et demi des élections législatives et présidentielle au Burundi. Le président burundais, Pierre Nkurunziza, n'était pas présent lors de ce sommet mais était représenté par son ministre des Affaires étrangères, Alain Aimé Nyamitwe. [Photo (de droite à gauche) : le président tanzanien Jakaya Kikwete, le président ougandais Yoweri Museveni, le président sud-africain Jacob Zuma, le ministre burundais des Affaires étrangères Alain Nyamitwe, le secrétaire général de l'EAC Richard Sezibera et l'envoyé spécial du SG de l'ONU dans la région des Grands Lacs, Said Djinnit, le 31 mai 2015 à Dar es-Salaam]

"Le sommet a demandé le report des élections au Burundi d'au moins un mois et demi", a déclaré le secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), Richard Sezibera. L'élection présidentielle burundaise est actuellement fixée au 26 juin. Quant aux législatives, initialement prévues le 26 mai, elles ont été reportées au 5 juin. Le mandat du président Nkurunziza s'achève en août. Le chef de l'Etat burundais, qui a provoqué la colère de l'opposition en briguant un troisième mandat, avait assisté le 13 mai en Tanzanie à un premier sommet consacré à la crise dans son pays mais une partie de l'armée burundaise avait alors mené une tentative de coup d'Etat à Bujumbura. Les présidents tanzanien, ougandais et kényan, ainsi que leur homologue sud-africain Jacob Zuma, étaient présents dimanche dans la capitale tanzanienne. Le Rwanda était représenté par des responsables du ministère des Affaires étrangères. A l'issue du sommet, les dirigeants est-africains ont également demandé le désarmement de tous les mouvements de jeunesse associés aux partis politiques burundais. "Imbonerakure", l'organisation de jeunesse du parti de Nkurunziza, le CNDD-FDD, a été accusée de participer aux violences de ces dernières semaines. L'EAC réunit le Burundi, le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 90.000 personnes ont fui le Burundi ces dernières semaines pour trouver refuge dans les pays voisins. Des ONG font état de la mort d'au moins 20 personnes depuis le début des affrontements, le 26 avril, entre la police et les manifestants pour qui la candidature de Nkurunziza à un troisième mandat viole la Constitution. Les partisans du chef de l'Etat font valoir qu'un arrêt de la Cour constitutionnelle l'a autorisé à se représenter.